

Le cautionnement est le pouls du climat des petites entreprises

COMMERCE. Plus de la moitié des demandes de financement sont rejetées. Contre 7% pour les multinationales.

LAURENT SIERRO

En Suisse, certaines petites entreprises font les frais d'une réglementation bancaire plus contraignante.

Depuis 2014, elles ont «du souci» contrairement aux moyennes entreprises auxquelles les banques sont «intéressées», a indiqué à l'ats le directeur du Cautionnement romand Christian Wenger, avant l'Assemblée générale de son institution vendredi à Genève. «C'est plus difficile» pour elles de se financer.

En cause, la réglementation bancaire qui s'est durcie et augmente les coûts et les risques. Mais aussi les conditions économiques, dont la fin du taux plancher, qui gèlent les investissements, selon M. Wenger. «Les incertitudes sont nombreuses».

Le directeur du Cautionnement romand ajoute que les banques parient en revanche encore sur les moyennes entreprises. La façade du secteur, l'Union suisse des arts et métiers (USAM), et le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) font une analyse moins catégorique. «Il semble que la demande ne dépasse pas globalement l'offre», relève le chef du

«Politique PME» au SECO, Martin Godel.

Une étude en cours doit approfondir cette question. Le marché du crédit n'est pas directement lié au franc fort. Toutefois, les conséquences sur les coûts et les revenus d'entreprises et les risques commerciaux peuvent rendre les banques plus prudentes, admet M. Godel.

Selon la Banque nationale suisse (BNS) en janvier dernier, près de 30% des crédits étaient inutilisés. Et deux tiers des PME ne s'appuient pas sur des lignes de crédit, selon des données publiées par le SECO début 2013. A l'époque, la part de celles qui considèrent que les conditions de financement se dégradent augmentait toujours plus. Depuis, les contraintes sont devenues plus restrictives encore.

L'USAM tire la sonnette d'alarme sur un autre problème. Si les lois sur les services financiers et sur les marchés financiers sont adoptées dans leur version actuelle par le Parlement, les PME, comme investisseurs, seront «toujours moins intéressantes», souligne son porte-parole Bernhard Salzmänn. Elles seront «évincées du marché» financier.

Signe du climat morose des petites entreprises, certains puisent dans leur capital retraite pour lancer leur affaire. Une situation «honteuse», selon M. Wenger. Trois organismes comme celui de M. Wenger couvrent la Suisse. Celui de la partie orientale est «plus positif», parce qu'il prend moins de risques que les deux autres, davantage que les banques toutefois. Un dispositif auquel s'ajoute la SAFFA, uniquement pour les femmes. La part de marché du cautionnement reste en dessous de 1%, mais ce secteur donne quelques indications.

Les dossiers accordés par le cautionnement romand sont en baisse, signe que les petits entrepreneurs ont peur de se lancer, selon M. Wenger. En 2015, ils étaient 210, contre 230 en 2014. Pour les trois premiers mois de 2016, 50 PME pour 8 millions de francs ont été aidées sur environ 80 demandes. Mi-mars, une motion pour relever le plafond de cautionnement pour les PME de 500'000 francs à 1 million a été votée au Parlement fédéral. Actuellement, 70% des cautions octroyées portent sur moins de 200'000 francs et seuls quelque 10% de celles attribuées depuis

2007 atteignent la limite de 500'000 francs. Mais la reprise et la transmission d'entreprises demandent davantage que le plafond actuel, affirme également M. Wenger. Ces situations constituent un tiers des dossiers gérés par le cautionnement.

«Nous avons besoin de ces millions maintenant», affirme M. Wenger. Sous peine de fermetures ou de rachats par des grands groupes. Une demande que partage l'USAM. Les limites de cautionnement doivent s'aligner sur le développement des prix des investissements, en hausse, selon elle.

Selon des estimations en 2015, le risque annuel pour la Confédération d'un relèvement du plafond reviendrait à 975'000 francs. Mais l'impôt fédéral direct lui rapporterait 14 millions. Les effets induits portent sur près de 6800 emplois maintenus ou lancés et 118 millions d'investissements.

Parfois, le cautionnement est aussi en cause. M. Wenger admet avoir été opposé en 2010 à HouseTrip, société lausannoise rachetée fin avril par TripAdvisor et qui emploie désormais environ 220 personnes. — (ats)